

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les moyens budgétaires prévus doivent être utilisés immédiatement afin de faire face à des besoins prioritaires du secteur; qu'en vue de la création de la sécurité juridique nécessaire et dans l'intérêt d'un traitement adéquat et qualitatif de la population de patients concernée, l'incertitude sur le terrain relative au rôle et à la position des ophtalmologues, doit être levée d'urgence et un technique par laparoscopie utilisé en cas de transplantation rénale doit être prévu dans la nomenclature;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 14 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités au *h*), § 1^{er}, II, 2^o, modifié par les arrêtés royaux des 22 janvier 1991, 19 décembre 1991 et 29 avril 1999, au *j*) modifié par les arrêtés royaux des 23 mai 1985, 30 janvier 1986, 7 janvier 1987, 22 juillet 1988, 23 octobre 1989, 22 janvier 1991 et 31 août 1998, au *m*) modifié par les arrêtés royaux des 30 janvier 1986, 22 juillet 1988, 23 octobre 1989, 10 juillet 1990, 19 décembre 1991, 12 août 1994 et 9 octobre 1998 sont apportées les modifications suivantes :

1. Au *h*), § 1^{er}, II, 2^o les prestations et la règle d'application suivantes sont insérées après la prestation n^o 248835 - 248846 :

« 249255 - 249266

Biométrie oculaire et calcul de la puissance de l'implant intra-oculaire en vue d'une intervention chirurgicale, y compris l'échographie monodimensionnelle et la kératométrie, avec document et protocole... N 125";

2. Au *j*), dans le texte français du libellé de la prestation 262216 - 262220 le mot "urinaire" est remplacé par le mot "rénal";

3. Au *m*) la prestation suivante est insérée après la prestation 318150 - 318161 :

« 318393 - 318404

Néphrectomie laparoscopique vidéo assistée pour don de rein d'un donneur vivant, y compris la conservation, non compris le matériel de consommation endoscopique... K 300 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2001.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voorziene budgettaire middelen onverwijld moeten ingezet worden teneinde tegemoet te komen aan prioritaire behoeften van de sector; dat, met het oog op het scheppen van de nodige rechtszekerheid, en in het belang van een adequate en kwaliteitsvolle behandeling van de betrokken patiëntenpopulatie, de onduidelijkheid op het terrein betreffende de rol en de positie van de ophtalmologen dringend weggenomen moet worden en een laparoscopie techniek gebruikt bij niertransplantatie in de nomenclatuur moet opgenomen worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 14 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, in *h*), § 1, II, 2^o, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 januari 1991, 19 december 1991 en 29 april 1999, in *j*), gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 mei 1985, 30 januari 1986, 7 januari 1987, 22 juli 1988, 23 oktober 1989, 22 januari 1991 en 31 augustus 1998, in *m*), gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 januari 1986, 22 juli 1988, 23 oktober 1989, 10 juli 1990, 19 december 1991, 12 augustus 1994 en 9 oktober 1998 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In *h*), § 1, II, 2^o, worden de volgende verstrekkingen en toepassingsregels ingevoegd na de verstrekking nr. 248835 - 248846 :

« 249255 - 249266

Oogbiometrie en berekening van de sterkte van een intra-oculair implantaat, met het oog op een heelkundige ingreep, met inbegrip van monodimensionele echografie en keratometrie, met document en protocol... N 125";

2. In *j*), wordt in de Franse tekst van de omschrijving van verstrekking 262216 - 262220 het woord "urinaire" vervangen door het woord "rénal";

3. In *m*) wordt de volgende verstrekking ingevoegd na de verstrekking nr. 318150 - 318161 :

« 318393 - 318404

Laparoscopische videogeeassisteerde nefrectomie, voor niertransplantatie van uit een levende donor, met inbegrip van de bewaring, niet inbegrepen het endoscopisch verbruiksmateriaal... K 300 ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2001.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2001 — 2581

[C - 2001/12857]

24 AOUT 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 février 1993 fixant le statut organique du Centre pour l'Égalité des chances et la lutte contre le racisme

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, notamment en son article 5;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1993 fixant le statut organique du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2001 — 2581

[C - 2001/12857]

24 AUGUSTUS 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van 28 februari 1993 tot vaststelling van het organiek statuut van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1993 tot vaststelling van het organiek statuut van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 février 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 19 février 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 8 février 2001;

Vu le Protocole n° 102/2 du 11 juin 2001 du Comité de Secteur I, Administration générale;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 9 mars 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'État dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'État donné le 23 mai 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi et de la politique de l'Égalité des chances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. "Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 février 1993 fixant le statut organique du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

1° "§ 1^{er}. Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ci-après dénommé "le Centre" est géré par un conseil d'administration composé de :

- 1) 10 membres d'expression française;
- 2) 10 membres d'expression néerlandaise;
- 3) 1 membre d'expression allemande.

2° Au § 2, les mots "les Exécutifs" sont remplacés par "les Gouvernements".

3° Le 1^{er} alinéa du § 7 est modifié comme suit :

« le mandat de membre effectif ou de membre suppléant ainsi que celui de directeur, directeur adjoint ou coordinateur sont incompatibles avec : "

4° Il est ajouté un § 8 :

« Le mandat de directeur, directeur adjoint ou de coordinateur est incompatible avec celui de membre effectif ou suppléant du conseil d'administration".

Art. 2. Il est inséré un article 1^{er bis} libellé comme suit :

« Il est institué un collège composé :

- 1) d'un directeur et d'un directeur adjoint de rôle linguistique différent;
- 2) de quatre coordinateurs paritairement de rôle linguistique différent.

Art. 3. Il est inséré un article 1^{er ter} libellé comme suit :

« Art. 1^{er ter}. § 1^{er}. Le directeur, le directeur adjoint et les coordinateurs sont nommés par Nous, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur avis motivé du conseil d'administration, pour un mandat de 6 ans, renouvelable.

§ 2. La vacance d'emploi des fonctions visées au § 1^{er} est publiée par avis au *Moniteur belge*.

Cet avis invite les candidats à faire valoir leurs titres et fixe un délai pour le dépôt des candidatures.

Le Ministre qui a le Centre pour l'Égalité des chances dans ses attributions transmet les candidatures visées à l'alinéa 1^{er} au conseil d'administration qui doit donner son avis dans un délai de quinze jours prenant cours le jour où les candidatures lui ont été transmises.

Si l'avis n'a pas été donné dans le délai fixé à l'alinéa 3, il y est passé outre".

Art. 4. Dans l'article 4, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots "au directeur et au directeur-adjoint" sont remplacés par "aux membres du collège";

Art. 5. L'article 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1^{er}. La politique générale du Centre est déterminée par le conseil d'administration. Le conseil d'administration définit les fonctions des coordinateurs

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 februari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 februari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 8 februari 2001;

Gelet op het Protocol nr 102/2 van 11 juni 2001 van het Sectorcomité I, Algemeen Bestuur;

Gelet op het overleg van de Ministerraad van 9 maart 2001 over de vraag aan de Raad van State om advies te verstrekken binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 23 mei 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1E, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Werkgelegenheid en Gelijke-kansenbeleid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. "In artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 februari 1993 tot vaststelling van het organiek statuut van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, wordt § 1 door de volgende bepaling vervangen :

1° "§ 1^{er} Het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, hierna "het Centrum" genoemd, wordt bestuurd door een raad van bestuur die samengesteld is uit :

- 1) 10 Franstalige leden;
- 2) 10 Nederlandstalige leden;
- 3) 1 Duitstalig lid.

2° In § 2, worden de woorden 'de uitvoerende machten' door 'de Regeringen' vervangen

3° Het eerste lid van § 7 wordt gewijzigd als volgt :

« het mandaat van effectief lid of van plaatsvervangend lid evenals dat van directeur, adjunct-directeur of coördinator zijn onverenigbaar met :"

4° Er wordt een § 8 toegevoegd :

« Het mandaat van directeur, adjunct-directeur of coördinator is onverenigbaar met dat van effectief of plaatsvervangend lid van de raad van bestuur".

Art. 2. Er wordt een artikel 1^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« Er wordt een college opgericht, samengesteld uit :

- 1) een directeur en een adjunct-directeur van een verschillende taalrol;
- 2) vier coördinatoren paritair ingedeeld per taalrol.

Art. 3. Er wordt een artikel 1^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1^{ter}. § 1. De directeur, de adjunct-directeur en de coördinatoren worden voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar door Ons benoemd, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op gemotiveerd advies van de raad van bestuur.

§ 2. De vacature van de functies bedoeld in § 1 wordt door een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Dit bericht nodigt de kandidaten uit om hun aanspraken te doen gelden en stelt de termijn voor het indienen van de candidaturen vast.

De Minister die bevoegd is voor het Centrum voor Gelijkheid van Kansen, bezorgt de candidaturen bedoeld in het eerste lid aan de raad van bestuur die een advies moet uitbrengen binnen een termijn van vijftien dagen, ingaande op de dag waarop de candidaturen aan de raad werden bezorgd.

Indien het advies niet werd verstrekt binnen de in het 3^e lid vastgestelde termijn, wordt het over het hoofd gezien".

Art. 4. In artikel 4, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden "aan de directeur en aan de adjunct-directeur" vervangen door "aan de leden van het college";

Art. 5. Artikel 5 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 5. § 1. Het algemeen beleid van het Centrum wordt bepaald door de raad van bestuur. De raad van bestuur bepaalt de functies van de coördinatoren.

§ 2. Le collège détermine les tâches et les responsabilités des coordinateurs.

§ 3. Le directeur et le directeur adjoint rendent compte annuellement au conseil d'administration de la mise en œuvre de la politique générale du Centre sur base du rapport établi par le collège.

§ 4. Ils sont chargés conjointement de l'exécution des décisions du conseil d'administration, dont ils assurent le secrétariat, de la gestion journalière et de la mise en œuvre de la politique générale du Centre.

§ 5. Les membres du collège assistent aux délibérations du conseil d'administration avec voix consultative".

§ 6. Le collège établira chaque année un rapport relatif à la mise en œuvre de la politique générale du Centre.

Art. 6. A l'article 6 alinéa 3, les mots "le directeur" sont remplacés par "les membres du collège".

Art. 7. Dans l'article 8, alinéa 2, les mots "13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'État chargés d'une mission" sont remplacés par "19 novembre 1998 relatif aux congés accordés aux membres du personnel des administrations de l'État".

Art. 8. A la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il sera procédé au renouvellement du conseil d'administration, conformément aux règles visées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 février 1993 précité, tel que modifié par le présent arrêté.

Les mandats des membres actuels du conseil d'administration prennent fin au moment où interviennent les nouvelles nominations.

Art. 9. Notre Premier Ministre et Notre Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi et de la politique de l'Égalité des chances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 août 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Vice-Première Ministre,
Ministre de l'Emploi et de la Politique de l'Égalité des chances,
Mme L. ONKELINX

§ 2. Het college bepaalt de taken en de verantwoordelijkheden van de coördinatoren.

§ 3. De directeur en de adjunct-directeur geven jaarlijks rekenschap aan de raad van bestuur over de uitvoering van het algemeen beleid van het Centrum op grond van het verslag dat wordt opgesteld door het college.

§ 4. Zij worden gezamenlijk belast met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur waarvan zij het secretariaat waarnemen, met het dagelijks bestuur en het voeren van het algemeen beleid van het Centrum.

§ 5. De leden van het college wonen de beraadslagingen van de raad van bestuur bij en hebben een raadgevende stem".

§ 6. Het college zal jaarlijks een verslag opstellen betreffende het uitvoeren van het algemeen beleid van het Centrum.

Art. 6. In artikel 6, derde lid worden de woorden "de directeur" vervangen door "de leden van het college".

Art. 7. In artikel 8, tweede lid, worden de woorden "13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de Rijksambtenaren die met een opdracht worden belast" vervangen door "19 november 1998 betreffende de verloven toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen".

Art. 8. Op de datum van inwerkingtreding van dit besluit wordt de raad van bestuur vernieuwd overeenkomstig de regels bedoeld in artikel 1 van voornoemd koninklijk besluit van 28 februari 1993, gewijzigd bij dit besluit.

De mandaten van de huidige leden van de raad van bestuur eindigen op het ogenblik dat de nieuwe benoemingen plaatsvinden.

Art. 9. Onze Eerste Minister en Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Werkgelegenheid en Gelijke-Kansenbeleid zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 augustus 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Vice-Eerste Minister,
Minister van Werkgelegenheid en Gelijke-Kansenbeleid,
Mevr. L. ONKELINX

F. 2001 — 2582

[C - 2001/12877]

27 AOUT 2001. — Arrêté ministériel modifiant l'article 62 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage (1)

La Ministre de l'Emploi,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992, 30 mars 1994, l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et la loi du 13 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 110;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, notamment l'article 62;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'impact du relèvement du montant de la pension minimum et du revenu garanti aux personnes âgées au 1^{er} juillet 2000 ne pourrait pas avoir comme effet de faire

N. 2001 — 2582

[C - 2001/12877]

27 AUGUSTUS 2001. — Ministerieel besluit tot wijziging van artikel 62 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering (1)

De Minister van Werkgelegenheid,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992, 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 14 november 1996 en de wet van 13 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 110;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering inzonderheid op artikel 62;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de verhoging van het bedrag van het minimumpensioen en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden op 1 juli 2000 niet tot gevolg